

20 mars 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Micro tendu du Président de la République à l'issue du Conseil européen

Micro tendu du Président de la République à l'issue du Conseil européen

Le jeudi 20 mars 2025

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, heureux de vous retrouver.

Bonjour. Je voulais simplement vous rendre compte de ce Conseil. D'abord, avant de parler du Conseil européen d'aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de le faire ce matin par écrit, mais je voulais me réjouir du retour de notre otage d'Iran et remercier l'ensemble de nos équipes diplomatiques, les ministères des Affaires étrangères, notre ambassadeur et son équipe, évidemment à Téhéran et le centre de crise. Et j'ai une pensée pour sa famille et en même temps, je veux dire ici que nous continuons de nous battre pour pouvoir obtenir la libération de Madame KOHLER et de Monsieur PARIS et je veux redire ici la mobilisation de la France à leurs familles.

Nous avons donc tenu un Conseil aujourd'hui sur plusieurs sujets, après le Conseil exceptionnel sur les questions de défense d'il y a à peine 15 jours. Ce Conseil nous a d'abord permis d'échanger à nouveau avec le Président ZELENSKY. J'avais eu l'occasion de lui parler hier ainsi qu'au président TRUMP, nous avons manifesté à nouveau notre mobilisation derrière l'Ukraine. La mobilisation de nos financements, en particulier les 18 milliards, vous le savez de prêts ERA, qui vont permettre aussi entre autres d'acquérir des matériels militaires. Notre volonté est d'obtenir une paix solide et durable, et donc en particulier, nous avons soutenu évidemment la proposition américano-ukrainienne d'un cessez-le-feu de 30 jours qui permette d'ouvrir de telles discussions. Et à cet égard, la réponse partielle et très décevante de la Russie, je l'espère, n'est qu'un refus momentané. Mais en tout cas, elle a dit quelque chose que nous dénonçons depuis plusieurs mois, c'est que la Russie n'a pas sincèrement envie de cette paix à ce stade.

Par ailleurs, j'ai pu rendre compte des différents échanges que j'ai eus ces derniers jours avec et le président ZELENSKY et le président TRUMP. Et, après la réunion qui s'est tenue la semaine dernière à Paris, des chefs d'état-major, la réunion des sous-chefs opérationnels hier et aujourd'hui à Londres, nous tiendrons jeudi prochain un sommet de la coalition des volontaires jeudi prochain à Paris, en présence du président ZELENSKY et nous finaliserons nos travaux de soutien à court terme de l'armée ukrainienne, de défense d'un modèle d'armée ukrainienne durable et soutenable pour prévenir des invasions russes, et puis des garanties de sécurité que peuvent apporter les armées européennes. Et au-delà, l'ensemble du déroulé sera finalisé durant les prochains jours.

À côté de ça, nous avons opérationnalisé, nos décisions en matière de défense. La Commission européenne a sorti hier un Livre blanc qui me paraît tout à fait répondre aux objectifs du moment, avec des engagements forts, des instruments utiles, une préférence européenne assumée, ce qui est, là aussi, un changement de doctrine très profond, et nous nous sommes beaucoup battus pour. Et au fond, nous avons maintenant une stratégie pour réarmer pleinement l'Europe, c'est-à-dire nous rééquiper, retrouver pleinement notre indépendance dans les 5 ans qui viennent. Et c'est le bon rythme, et on sait que c'est un investissement extrêmement important pour nos budgets nationaux comme pour le budget européen.

Nous avons ensuite eu une discussion sur la compétitivité, qui est en quelque sorte un débat jumeau du débat sur la défense et la sécurité, parce qu'en même temps que nous devons nous réarmer, être plus indépendants, protéger nos frontières et notre voisinage, eh bien, il est clair que nous devons avoir plus de croissance, plus de richesse en Europe, à la fois pour financer ces dépenses et nos modèles sociaux. Et donc la nécessité de l'Europe, c'est d'avoir plus de croissance. Et donc on a passé en revue à la fois les propositions faites par la Commission, en lui donnant des mandats clairs sur plusieurs sujets, Et nous avons eu une discussion avec la présidente de la Banque centrale européenne et le président de l'Eurogroupe. La clé derrière cela, c'est une politique de simplification.

Au-delà de ce qui a été fait en février, l'Europe va continuer de simplifier ses règles pour être plus compétitive. Une politique ensuite de traitement sectoriel, là où nous avons des difficultés. Et donc, ce qui a été fait sur la voiture, sur la chimie, sur l'acier, ce sont de très bonnes réponses. Nous avons beaucoup poussé pour celles-ci, et c'est une bonne chose, et ça va nous permettre de sauver des capacités en Europe ; et puis une politique d'investissement dans nos priorités, là où nous avons des dépendances. Dans ce paquet de compétitivité, nous le savons, l'Union des marchés de capitaux, la titrisation, la simplification de la régulation bancaire sont des éléments clés aussi parce que notre Europe a besoin de mobiliser davantage son épargne, dont elle est abondante, pour financer sa croissance et les fonds propres de ses entreprises. Le débat a permis de donner un mandat clair à la Commission et nous continuerons d'avancer avec des décisions profondes dans les prochaines semaines.

Le Conseil a permis de couvrir également plusieurs autres sujets, la situation au Proche-Orient. J'ai eu l'occasion de le faire hier en présence du roi de Jordanie et de condamner très clairement la fin du cessez-le-feu à Gaza. Nous défendons un cessez-le-feu qui est indispensable, la libération de tous les otages par le Hamas, qui est une nécessité, et une solution politique à deux États que nous défendons. Et à ce titre, dans ce contexte, le plan pour Gaza qui a été fait par les États arabes est un élément que nous soutenons. Et j'aurai, après avoir reçu le roi de Jordanie hier, après avoir parlé avec le prince héritier de l'Arabie saoudite, je me rendrai en Égypte pour une visite d'État le 7 et 8 avril prochains, où j'aurai une session dédiée à ce sujet, puisque, vous le savez, la France et l'Arabie saoudite ont la responsabilité ensemble de cette conférence pour les deux États.

On a évoqué également la question du Liban, de sa stabilité, et je recevrai dans quelques jours le président AOUN pour sa première visite en Europe. Et puis, nous avons évoqué la Syrie et la nécessité, en effet, de revenir au calme, de s'engager contre le terrorisme. Là aussi, j'y reviendrai dans les prochains jours en appelant le Président de transition AL-CHARAA.

La discussion de ce soir, enfin, est revenue sur la préparation du prochain budget, la nécessité de dégager des ressources propres et d'avoir un budget qui réponde aux défis du moment, en termes de défense, en termes d'intelligence artificielle et de technologie, et en termes de transition climatique. Autant de sujets qui vont supposer, en quelque sorte, un budget dont la taille doit être complètement revue et les priorités repensées. C'était une discussion encore très exploratoire.

Voilà ce que je voulais vous dire en compte rendu de ce Conseil, avec, vous l'avez compris, des étapes à venir sur la question sur la guerre en Ukraine, la réunion de la coalition avec le président ZELENSKY jeudi prochain ; sur le plan de Gaza, la situation au Proche-Orient, réunion que nous tiendrons début avril en Égypte ; et puis l'accueil que je ferai au président AOUN dans quelques jours. Enfin, je voulais avoir un mot pour le chancelier Olaf SCHOLZ. C'était son dernier conseil aujourd'hui et nous avons eu l'occasion de le saluer, de le remercier. Je voudrais avoir un mot tout personnel pour le chancelier SCHOLZ, qui, pendant ces années, a été un camarade, un compagnon, un partenaire politique, qui vraiment a été pour nous un partenaire très précieux. Et en particulier la feuille de route de Meseberg a été un moment important où nous avons fixé des priorités ensemble pour notre Europe.

Journaliste

Vous pensez qu'on va être en mesure d'annoncer les détails de ce qu'on fait ou pas ? Le déploiement, éventuellement, de nos soldats en Ukraine.

Emmanuel MACRON

Oui. Alors, on est loin de ça par définition puisqu'on n'a pas encore le début d'un cessez-le-feu. Mais l'objectif, pour moi, jeudi, c'est d'abord qu'il y ait un engagement réitéré, explicite et peut-être un peu spécifié sur les soutiens de court terme à l'Ukraine, qui est la priorité et qui est militaire, mais qui est en fait ce qu'on a renversé ces 10 derniers jours. Parce que rappelez-vous, il y a à peine 15 jours, les Américains cessaient leur soutien de très court terme. Et donc la situation était très critique. Tout ça a complètement changé.

Journaliste
Sur le soutien américain ?

Emmanuel MACRON

On va essayer d'engager en tout cas le tout. Mais nous, on va aussi préciser lesquels, en considérant qu'il y a une stabilisation du côté américain. Donc ça, c'est une première chose. Ensuite, on a fait un gros travail avec les Britanniques sur les conditions d'encadrer le cessez-le-feu. Et donc là, je pense que ça va être l'occasion d'en discuter, de le préciser, ce qui est important pour crédibiliser quelque cessez-le-feu que ce soit au moment où il interviendra. Et l'objectif aussi est ensuite de préciser les différents niveaux de soutien à l'Ukraine après la paix, celui à une armée ukrainienne et celui éventuellement de déploiement. Mais tout ça, c'est important de montrer qu'il y a quelque chose de crédible pour aussi rassurer nos amis ukrainiens et avoir une position forte dans la négociation qui arrive.

Journaliste

Sur les 150 milliards de ressources disponibles à mettre au service de l'Europe de la Défense, est-ce qu'il y a une unanimité aujourd'hui sur le calcul des déficits précis, et au-delà, est-ce qu'il reste des divergences ?

Emmanuel MACRON

Alors, sur la défense européenne, il y a une unanimité totale aujourd'hui. Il y a une conviction de tous qu'il nous faut accroître nos dépenses pour renforcer le modèle des armées pour plusieurs pays, pour accroître notre autonomie stratégique dans plusieurs pays. La France est un peu moins concernée que les autres, comme vous le savez, elle a plus d'autonomie, mais enfin partout en Europe, nous devons faire ce travail de résilience, d'une plus grande autonomie de nos chaînes. Et partout, nous avons des dépendances développées, des capacités européennes. Et c'est aussi le moyen de financer des programmes communs de recherche et des programmes communs industriels pour acheter européens et avoir cette autonomie, cette indépendance dans la durée. Là-dessus, il y a une unanimité de tous les États membres. Il y a des premiers instruments qui ont été proposés par la Commission, des flexibilités pour pouvoir dépenser davantage sur nos propres budgets, des réorientations de fonds disponibles pour les orienter vers la Défense, et en effet, ces 150 milliards auxquels vous faites référence, qui sont des prêts gagés par l'Union européenne, qui permettent sur des programmes communs d'achat, eh bien, en effet, d'aller beaucoup plus vite, de simplifier les procédures d'achat et d'avoir des prêts de long terme qui permettent de porter ces derniers.

Journaliste

Tout le monde est d'accord ?

Emmanuel MACRON

Là-dessus, tout le monde est d'accord, oui.

Journaliste

Monsieur le Président, comment l'OTAN va fonctionner avec 3 concepts militaires, français, britannique, américain ?

Emmanuel MACRON

Je ne dirais pas qu'il y a 3 concepts militaires. L'OTAN a toujours fonctionné ainsi. L'OTAN est une alliance qui définit des règles de solidarité et qui définit de l'interopérabilité. Et il y a toujours eu plusieurs standards. Et donc aujourd'hui, vous continuerez d'avoir des standards quasiment autant par pays. Et quand vous regardez aujourd'hui les standards que vous avez dans la seule Europe, dans certaines capacités, vous en avez une vingtaine. Donc nous, ce en quoi nous croyons, ce que je porte depuis plusieurs années, ce que nous avons endossé dans les conseils de l'OTAN successifs, et en particulier au Conseil européen de Versailles, où nous avons bâti ce concept d'autonomie stratégique, c'est un pilier européen de l'OTAN. Ce qui est en train de se passer, c'est que ce pilier européen de l'OTAN se renforce et qu'il dit, nous devons prendre plus de part dans notre sécurité propre, nous devons prendre plus de part dans les garanties de sécurité demain en Ukraine, et on doit prendre plus d'autonomie dans nos capacités, dans nos manières de nous équiper. Et donc ça, c'est une avancée. Mais ça n'est pas un affaiblissement de l'OTAN. J'ai toujours défendu cette idée. Le pilier européen de l'OTAN, c'est simplement, au fond, une meilleure répartition du fardeau, et c'est reconnaître que les Européens doivent faire plus pour eux-mêmes.

Journaliste

Avez-vous avancé sur un emprunt européen pour financer justement ce réarmement ?

Emmanuel MACRON

Alors là, comme vous l'avez vu, il y a un emprunt de l'un l'autre. On utilise... La Commission en quelque sorte prête aux États. Nous avons eu une discussion exploratoire sur le budget. Moi, je suis convaincu que, à la fois, pour commencer à rembourser les tombées du prêt covid et pour pouvoir faire face aux dépenses qui sont les nôtres en matière d'intelligence artificielle, de défense et de climat, où, en fait, nous avons le mur d'investissement sur la décennie qui vient, il est impossible d'avoir le mur d'investissement qui a été décrit par tous les rapports qu'on connaît, qui va se faire dans les 5 à 10 ans, et en même temps, dès 2028, les remboursements du prêt Recovery. C'est impossible. On devra à nouveau faire un emprunt commun. Aujourd'hui, ce n'est pas du tout consensuel.

Journaliste

Mais est-ce que vous êtes d'accord avec ça ?

Emmanuel MACRON

Non, c'est trop tôt pour le dire, et il y a ces discussions de coalition. Donc j'ai eu plusieurs discussions avec le futur chancelier. Mais aujourd'hui, ce n'est pas là-dessus que je me focaliserai. Je sais trop que si on va sur un instrument, c'est là où on crée les divergences inutiles. Mais il ne faut pas être grand clerc pour savoir que c'est un débat qui viendra très vite. Et moi, je suis favorable à ça. Parce que quand vous regardez, ne serait-ce que la zone euro en termes agrégés par rapport aux États-Unis, nous sommes très très sous-endettés. On n'utilise pas assez le levier financier, et en particulier depuis la crise financière. Et donc on a besoin, en effet, de cette capacité. Et si on ne le faisait pas, en quelque sorte, on accepterait qu'il y ait une allocation des facteurs qui se fasse beaucoup plus côté américain. Et aujourd'hui, le problème de l'Europe, c'est sa croissance. Le problème de l'Europe, et en fait, le problème de la France, plus encore, c'est la création de richesses par habitant. Et c'est lié, pour la France, à une quantité de travail par habitant qui est inférieure à plusieurs autres en Europe, mais pour tous les Européens, à une productivité et surtout une innovation diffusée dans l'économie qui est inférieure. Et ça, c'est le fait que les Américains ont eu un secteur de la télécommunication, de l'informatique et de ce qu'on appelait avant les nouvelles technologies de l'information, qui s'est beaucoup plus développé, et donc tout ce qui est le secteur de la tech, qui s'est beaucoup plus diffusé avec des investissements massifs, beaucoup plus forts. C'est pour ça qu'on est en train de réorienter nos financements publics, mais qu'on fait aussi l'Union des marchés de capitaux pour avoir cet investissement.

Journaliste

Monsieur le Président, sur l'Union des marchés de capitaux ?

Emmanuel MACRON

Alors, c'est un débat qui est en cours. Là, aujourd'hui, on a donné la tâche à la Commission de travailler et de revenir avec un schéma. L'Union des marchés de capitaux, c'est très important. Pour que ce soit concret, qu'est-ce que ça veut dire et à quoi ça sert ? L'Europe est le continent qui a le plus d'épargne. Simplement, cette épargne aujourd'hui, elle ne s'alloue pas bien, c'est-à-dire qu'elle va beaucoup trop vers des financements qui sont obligatoires, c'est-à-dire de la dette des entreprises ou des États, mais elle n'est pas assez rentable quand elle s'investit en fonds propres européens. Pourquoi ? Parce que vous avez des coûts, parce que ce marché n'est pas intégré. Et donc, par exemple, quand vous avez de l'épargne en Allemagne, si vous voulez l'investir dans une PME en Espagne, dans tel ou tel secteur, vous payez beaucoup de coûts parce que ce marché n'est pas intégré. C'est très lent, ça peut vous prendre beaucoup de temps selon la nature de l'action que vous achetez, et c'est cher. Et donc c'est tout ça qu'on doit simplifier. Et donc la priorité, si on veut être concret, c'est d'avoir des systèmes informatiques et d'IA intégrés, de réduire les coûts, etc. Et à la fin de tout ce château, de cette cathédrale, il y a la question de la supervision qu'on a connue sur le secteur bancaire. Là, il y a des sensibilités parce qu'il y a des pays qui sont pour, contre, etc. Ça ne doit pas être un élément bloquant. Et d'ailleurs, ça ne nous a pas bloqués aujourd'hui. Et donc, on verra à la fin quel système de supervision on préfère. Ça peut être un système intégré avec plusieurs superviseurs, ce qu'on a su faire dans certains cas. On a des systèmes, je ne veux pas être ici technique, mais on a le système de supervision bancaire, on a le système des autorités de la concurrence, par exemple. À partir d'un certain niveau, on a un système commun. On saura inventer. Le tout, c'est de le faire vite pour réduire ces coûts de transaction et permettre à l'épargne qui existe en Europe d'aller sur les innovations, les PME, et de faire de la croissance.

Journaliste

Monsieur le Président concernant Boualem SANSAL, quelle est votre réaction ?

Emmanuel MACRON

Alors, je me garderai d'abord, parce que notre souhait, c'est que Boualem SANSAL puisse être soigné, libéré et aller là où il veut aller. Et donc, s'il souhaite quitter l'Algérie, la quitter. Et donc, je pense qu'évidemment ce qui s'est passé très grave. D'abord, on va attendre le jugement qui, j'espère, interviendra rapidement, mais j'ai confiance dans le président TEBBOUNE et sa clairvoyance pour savoir que tout ça n'est pas sérieux et qu'on a affaire à un grand écrivain qui, qui plus est, est malade. Et donc je pense qu'il doit retrouver sa liberté, la capacité à se soigner. Et c'est en ce sens que nous nous battons. Je ne mélangerai pas le destin de ce grand écrivain, de cet homme et de ce citoyen aussi Français, comme vous le savez, avec le reste du sujet sur lequel j'aurai l'occasion de m'exprimer en temps voulu. Plusieurs messages ont été échangés et je souhaite qu'on puisse trouver, voilà, une issue rapide à cette situation qui est une situation humaine, humanitaire et de dignité, de dignité pour tout le monde. Je pense que c'est très important et c'est très important aussi pour l'Algérie.

Journaliste

Monsieur le Président, que faire si la Russie refuse les garanties de sécurité proposées par l'Europe ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, d'abord, aujourd'hui, il n'y a pas de discussion, même sur la paix, parce qu'aujourd'hui, vous avez une discussion entre les États-Unis d'Amérique et la Russie. Et si je suis bien informé, la Russie a envahi l'Ukraine. L'Ukraine n'est pas autour de la table. Quand l'Ukraine et la Russie se parleront, que la Russie s'engagera sur un cessez-le-feu durable, on pourra voir ensuite quelles sont les garanties de sécurité. Il est légitime ensuite que l'Ukraine, pays souverain, puisse définir ce dont elle a besoin pour garantir sa sécurité. Donc, on va prendre les choses en bon ordre et on ne va pas intégrer les demandes excessives et parfois les provocations, quand je vois le décret qui a encore été pris aujourd'hui par la Russie, de la partie adverse, qui a montré son incapacité à tenir sa parole et son agressivité sur le plan militaire et politique. Je prends une dernière question.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce que France, Allemagne, Royaume-Unis discutent effectivement de faire une offre aux États-Unis pour prendre de fait le contrôle de l'OTAN sous pavillon européen ?

Emmanuel MACRON

Il n'y a pas de prendre le contrôle ou autre. Il y a un secrétaire général, une alliance qui existe. Il faut renforcer le pilier européen, mais il n'y a pas de putsch ou d'évolution. Non, non. À chaque jour suffit sa peine. Déjà, équipons-nous, armons-nous, bâtissons une vraie dissuasion européenne pour assurer la paix en Europe, ce qui est notre objectif.

Journaliste

Est-ce que l'Europe va avoir les moyens d'aller assez vite face à une menace russe ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je crois que l'Europe n'a jamais été aussi vite que ces dernières semaines, je m'en félicite. Est-ce qu'on aurait pu commencer plus tôt ? Comme ça fait 7 ans que je le propose et 3 ans qu'on l'a acté, ma réponse serait oui. Et en même temps, il faut digérer l'histoire. Et donc, je pense que ça ne me choque pas, ce qui s'est passé. C'est qu'il y a aussi, il faut le comprendre, toute une Europe des Pays-Baltes, une Europe de l'Est qui n'avait pas forcément confiance dans l'Europe de l'Ouest, qui avait bâti ses solutions de sécurité par des relations transatlantiques privilégiées, qui pensait que la garantie de sécurité des États-Unis était, en quelque sorte, ne serait jamais questionnée. Et donc, je pense que ce qu'il est en train de se passer rebat beaucoup de cartes. Et le tout, c'est d'avancer maintenant qu'on a vraiment un alignement des convictions. Donc, je ne vais pas, moi, déplorer le... Est-ce qu'on aurait pu aller plus vite ou pas ? Je ne sais pas. En tout cas, nous n'avons jamais été aussi vite sur ce sujet nécessaire. Et nous avons la capacité à le faire, parce qu'on a cette puissance de feu quand même économique. Avant de vous quitter, je rappellerai juste un chiffre : l'Europe, c'est 10 fois le PIB de la Russie, l'Union européenne. Quand on parle du PIB mondial, la Russie, c'est moins de 2 % du PIB mondial. L'Europe, c'est quasiment 20. Donc, on sait faire si on se donne les moyens. La question, c'est, nous tous Européens, de nous dire, nous sommes à la fin d'une période où on avait eu les dividendes de la paix, on pouvait oublier d'investir dans la Défense, on pouvait dire, « Voilà, c'est le doux commerce qui va régler le monde. » Tout ça est bousculé. En fait, depuis le Covid, vous voyez bien, toutes les certitudes sur lesquelles on vivait sont bousculées. Le monde peut se refermer du jour au lendemain, nos dépendances stratégiques peuvent être mortelles, les certitudes de fourniture de nos ressources peuvent se stopper du jour au lendemain, ce qu'on a vécu avec la Russie. Et les marchés qu'on croyait toujours ouverts peuvent se fermer, ce qu'on a vécu avec la Chine. Et les soutiens politiques et militaires qu'on croyait, en quelque sorte, certains pour toujours, sont réinterrogés. Et donc, l'Europe, elle est bousculée dans ses fondamentaux. Et c'est ce qui fait que le moment que nous sommes en train de partager, c'est le moment où l'Europe a à faire ce sursaut, se penser et agir comme une puissance. Ce qu'elle n'a jamais été, parce qu'on ne lui a jamais demandé d'être ça. L'Europe, ça a d'abord été une communauté pour éviter de faire la guerre et mettre des ressources en commun. Et ensuite, ça a été un marché unique qui visait à, justement, permettre d'être plus fort en interne et d'éviter la guerre civile. Elle n'a jamais construit les instruments de la puissance, mais elle est en train de le faire. Et donc, on le fait en temps réel et on le fait vite. Et donc, il faut garder l'unité, avoir la volonté et aller le plus vite possible. Merci beaucoup.

Journaliste

Monsieur le Président, qu'est ce qui peut convaincre le Président Poutine d'accepter une trêve ?

Emmanuel MACRON

Mais demandez-lui, je ne suis pas dans sa tête, en un sens, heureusement. Non, mais je pense que nous, d'abord, ce qu'il faut faire, c'est montrer notre engagement. C'est-à-dire, je pense qu'il faut montrer qu'on continue d'être derrière les Ukrainiens et leur résistance. Parce que tout ce qui nourrit le désarroi, et on voit bien que c'est une partie de la stratégie russe, nourrir le désarroi, l'abandon, etc., pour essayer de faire des percées. Donc c'est montrer qu'on est déterminés à soutenir l'Ukraine dans sa résistance. Et ensuite, c'est de montrer que nous sommes crédibles le jour où une paix est signée pour que cette paix soit durable et, en quelque sorte, protégée. Nous, on veut protéger la paix. Quand on parle de garantie de sécurité, tout ce qu'on fait, c'est pour protéger la paix. Les Européens ne sont pas des puissances belliqueuses. On veut protéger la paix. On veut protéger la paix sur le sol ukrainien. On veut protéger la paix pour nous sur notre flanc est. On veut protéger la paix en Europe et donc dissuader de nous attaquer. Si nous sommes crédibles dans cette approche, je pense que c'est une forte incitation pour le président POUTINE, qui est un homme qui réfléchit. J'ai eu l'occasion de le voir par la discussion que j'ai eue avec lui. Il verra à ce moment-là que, très clairement, il doit infléchir sa position. Merci beaucoup. Bon courage !